

Ethique sociale et aide économique : l'humanisme sans visage de la bureaucratie.

Angba Martin AMON
Département de philosophie
Université Alassane Ouattara
amon.martin@yahoo.fr

Résumé : La réflexion sur l'aide économique nous d'y jeter un regard éthique pour mieux appréhender sa fonction socialisatrice. L'institutionnalisation de cette stratégie de développement peut s'avérer contreproductif si les conditionnalités sous-jacentes à son octroi, ne participent pas véritablement à l'autonomisation de l'individu et au progrès social. L'idée de la portée sociale de l'aide en termes de production de la valeur ajoutée est déterminante. La dimension humaniste qui se décline sous le vocable de l'aide, joue toute la mesure de l'éthique sociale dont la fonction est de restaurer une condition humaine meilleure. Ce qui devrait nécessairement faire de l'aide un investissement susceptible de transformer positivement la société humaine en opérant une reproduction socialement supérieure. La valeur de l'aide est donc irréductible à la croissance économique qu'elle engendre, mais s'évalue à l'aune du rapport social dominant. C'est pourquoi nous devrions la considérer dans sa fonction sociale comme la promotion de stabilité politique. Autrement dit, elle doit permettre de générer la croissance et de lutter contre la pauvreté en vue d'instaurer une sécurité de l'emploi. Mais aucun crédit ne peut être accordé à l'aide si elle ne peut éviter à la société humaine, les perturbations violentes des institutions démocratiques et freiner les mécontentements qui peuvent ébranler l'ordre social. Dans ce sens, l'éthique sociale recommande pour tout individu le droit à la vie décente. Sans cela, le sens de l'aide économique est dévoyé et perd ainsi son ancrage humaniste et normalisateur du lien social.

Mots clés : développement, économie, moralisation, normalisation, stratégie

Abstract: Reflection on economic aid we take an ethical look to better understand its social function. The institutionalization of this development strategy can be counterproductive if the conditions underlie its granting, and does not really go to individual autonomy and social progress. The footprint of the social reach of aid in terms of added production is crucial. The humanist dimension, which comes under the term aid, plays on the measure of social ethics whose function is to restore a better human condition. This should make aid an investment that can positively transform human society into socially superior reproduction. The value of aid is therefore irreducible to economic growth, it is committed, but it is at the value of the dominant social relationship. This is why we consider its function in promoting political stability. In other words, it must help to grow and fight against poverty in order to secure employment. But no credit can be given to help if it can not avoid human society, the violent disturbances of democratic institutions and the brakes that can rise the social order. In this sense, social ethics recommends to everyone the right to a decent life. Without this, the meaning of economic aid is conveyed and thus restores its humanist and normalizing anchor of the social bond.

Key words: development, economy, moralization, standardization, strategy

Introduction

Retranscrivant cette idée de Martin Luther King Jr., D. Bornstein (2005, p.5) disait : « la vraie compassion, ce n'est pas jeter une pièce à un mendiant; c'est comprendre la nécessité de restructurer l'édifice même qui produit des mendiants ». Ce passage traduit le caractère humaniste de l'aide et l'introduit ainsi dans un champ d'action sociale où il trouve toute sa légitimité. Dans ce sens, affirme Mayeul Kauffmann (2006, 150): « les relations de dépendance réciproque entre les individus et la société se retrouvent à l'échelle planétaire dans l'interdépendance des États qui, rapportée à l'échelle des individus, suscite le sentiment d'appartenance à une humanité globale ». Une des fonctions de l'aide économique à la plupart des États, est de leur permettre de normaliser leurs systèmes économiques nationaux et de créer les conditions structurelles et sociales de la croissance.

Sa première contribution potentielle, ou contribution directe, est de mettre en relation les individus afin de les aider à s'autonomiser et à définir les modalités d'un système d'insertion sociale permettant de réduire considérablement la pauvreté et les disparités régionales. L'aide dans ce sens contribue à mettre en place une résilience économique censée garantir la possibilité d'assurer à chaque individu le minimum vital et d'assurer aussi bien la paix nationale qu'internationale. La source fondamentale d'asymétrie au sein des institutions financières internationales est la répartition inégale d'attribution des aides souvent conditionnées par les intérêts économiques géostratégiques que les puissances donateurs ont dans les différents pays bénéficiaires et non selon l'urgence sociale ou humanitaire que l'aide exige.

Les conditionnalités de l'aide demeurent floues et ne sont pas, pour la plupart, en adéquation avec les intérêts induits par leur remboursement. Ce qui annihile les chances d'un véritable rebondissement économique des pays bénéficiaires. La théorie de la stabilité hégémonique soutient l'idée que l'organisation du système économique international est un bien public, qui peut généralement être fourni par la puissance hégémonique. L'institution de l'aide économique aux États nécessiteux s'inscrit dans la logique de l'accumulation historique du capital. Selon l'analyse de P. Dardot et C. Laval (2012, 376), cette « logique générale de l'évolution historique semble imposer ici, imprimée jusque dans la structure de la [bureaucratie], une symétrie rigoureuse entre le passé précapitaliste et l'avenir postcapitaliste ». Les deux moments de l'histoire de l'humanité représentent à la fois une rupture et une continuité sous d'autres formes de modalités, de catégories, de théories ou de

concepts. C'est ce processus dialectique qui permet à Marx de prédire une expansion du capital sous forme d'une économie mondialisée dont le nouvel ordre est connu sous le vocable de mondialisation. Dans la systématisation de l'aide que développent P. Dardot et C. Laval (2012, 379), lorsqu'elle « fonctionne pour rendre compte du mouvement du capital, ce schème fait apparaître une logique qui tend à s'autonomiser par rapport à l'activité pratique des individus, ce alors même que le capital est censé procéder, comme tout rapport social, de cette même activité pratique. Si bien que la question se pose de savoir comment des individus pourraient venir à bout d'un rapport qui a acquis la dimension d'une véritable force sociale se soumettant leur activité ». Les conditions sociales des individus sont le résultat historique du système capitaliste. Une telle action économique pose les présuppositions du devenir d'une organisation sociale. L'idée d'une sécurité sociale à partir de l'aide économique est utopique. L'aide économique prend ainsi la forme d'une accumulation dépendante.

Dès lors, se pose la problématique d'une humanisation de l'aide en vue d'une sécurité sociale. Autrement dit, est-il possible de se développer à partir d'une aide économique ? Ne faut-il pas une restructuration de l'édifice qui produit la pauvreté que d'instituer l'aide ? Peut-on croire en la fonction normalisatrice de l'aide économique ?

1. Nécessité d'une transparence et d'une socialisation de l'économie politique

La stratégie qui a marqué le monde moderne est celui d'une démocratisation aussi bien du social que du politique. Cette exigence de la gouvernance globale prospère car elle permet de faire aux contestations sociales occasionnées par l'économie du marché. Le déficit politique et gouvernance constitue est le réel défi pour la sociale démocratie. À cet effet, M. Kauffmann (2006, 286) propose de revoir cette « croyance immodérée aux vertus de la croissance économique, source de paix et de développement. C'est de cette croyance que résulte l'éviction de ces notions de pouvoir, de progrès social et de sécurité ». Cette carence de l'économie du marché se trouve, chez André Comte-sponville, lorsqu'il estime le retour pour l'économie du marché à une éthique sociale. Une telle vision de l'économie ne correspond à aucune société réelle. L'attente de la société mondiale est une prise en compte des besoins vitaux en termes d'employabilité, de d'éducation-formation, de santé, d'eau potable pour les couches vulnérables. Lorsque ces besoins fondamentaux et vitaux sont occultés, on assiste aujourd'hui, à l'accélération des mouvements de constations particulièrement en Afrique. Le développement humain, selon, K. Pomian (1990, 94), « fonde une éthique à laquelle les individus essaient de se conformer dans leurs rapports réciproques.

[II] pousse aussi à des tentatives de créer des institutions susceptibles de défendre les intérêts de cette communauté et d'en rendre effectives les normes ». La valeur des œuvres sociales étant fondée uniquement sur leur accord avec la raison, elles doivent procéder d'un point de vue indépendant à tout système de référence particulier, d'un point de vue objectif ; si elles satisfont à cette exigence, elles atteignent à la validité universelle.

La quête du mieux-être obéit à une coïncidence du particulier ou du local à l'universel constitutif de l'être humain. Émanation de l'humanisme, la démocratie telle que l'appréhende K. Pomian (1990, 95), « se charge aussi de significations anthropologiques et philosophique ». La question économique se pose à l'existence humaine, car « le plus riche ou le plus pauvre d'entre nous n'échappe ni à la morale ni au capitalisme. Travailler, épargner, consommer, et il le faut bien, c'est participer au système, qu'on le veuille ou pas ; cela justifie qu'on s'interroge sur sa moralité [et sa démocratie] », dit A. Comte-Sponville (2004, 13). La logique de l'accumulation du capital se fait concomitamment au processus de prolétarianisation de la société mondiale, au-delà des îlots de progrès social. La motivation de l'homme vers une plus grande liberté le conduit à accorder une aide aux démunis pour sa propre sécurité mais aussi pour se conformer à une morale de vie. La dénonciation radicale de la génération présente du système politique et du vampirisme économique mondial, relève du fait que la démocratie et la mondialisation représentent des systèmes, disent T. Montbrial et P. Jacquet (2001, 73), « sans vision claire d'une alternative crédible et réaliste ». La responsabilité politique implique nécessairement une responsabilité éthique qui permet de mieux apprécier l'impact de l'aide sur la condition sociale des citoyens.

1.1. L'aide économique est-il moral ou amoral en contexte de mondialisation ?

La plupart des États se plaignent des conditionnalités consubstantielles aux aides économiques. La mondialisation des mouvements sociaux présage d'une rupture ou d'une réforme de cette stratégie économique pour impulser la croissance. En effet, l'impact sociétal de l'« aide » au développement doit se comprendre à partir de ce complexe humanisme-exploitation, liberté-aliénation qui comprend des déterminations contradictoires de l'économie politique. L'aide a une dimension idéologico-humanitaire qui, constituerait un complexe très ambigu. Souvent elle parvient à des moments souvent conjoncturels et rarement pour prévenir un péril social imminent. Les acteurs non-étatiques (individus, organisations, mouvements divers) jouent de plus en plus un rôle important en matière d'éveil, d'interpellation et de gouvernance internationale. Les conséquences de leurs actions se traduisent par l'aide

humanitaire, le respect des droits de l'homme, la protection de l'environnement, la lutte pour l'égalité des femmes, ou la relation Nord-Sud et le développement. Selon T. Montbrial et P. Jacquet (2001, 75) « les sociétés civiles des pays en développement militeront contre la mondialisation libérale dans la mesure où elle leur semble imposée par les pays riches, notamment les États-Unis ». On s'aperçoit que cette idée d'aide marque une emprise déguisée de la gouvernance globale sur les pays du monde. Elle structure les rapports entre les États du globe. Les valeurs véhiculées par cette pensée libérale sont souvent mal accueillies par la plupart de ses destinataires, car elles ne coïncident pas avec celles défendues par les pays bénéficiaires. C'est dire que la conditionnalité de l'aide arrimée au respect des droits de l'homme, de la bonne gouvernance et surtout de la démocratie, masque l'idée d'une hégémonie anglo-saxonne ou européenne.

Les institutions et les corps réagissent sans doute devant une telle [situation], et plus violemment encore, les hiérarchies. Car constatent, P. Calame et A. Talmant (1999, 147), « un système hiérarchique pyramidal simple et assez bien adapté quand il s'agit de fournir des services sectoriels et normalisés ; mais il se révèle inadapté dès lors qu'il s'agit au contraire d'inventer à chaque niveau des réponses globales adaptées impliquant le partenariat créatif avec un grand nombre d'acteurs ». Ici l'impératif catégorique de la gouvernance qui s'impose, recommande de concilier l'unité et la diversité dans le sens d'une réduction considérable des inégalités sociales. Autrement dit, concilier l'interdépendance qui nous unit et la diversité qui nous enrichit. C'est aussi la problématique centrale de la démocratisation pensent, P. Calame et A. Talmant (1999, 148), face à « des citoyens épris de liberté de conscience, d'opinion et d'initiative, en un mot de leur diversité, qui acceptent volontairement, au nom de l'interdépendance qui les unit, de faire société, d'accepter des règles communes, d'aliéner une part de leur liberté au nom du bien et de la survie de la communauté ». Toute action de développement dans tout le fonctionnement de la gouvernance implique du côté de l'unité, l'affirmation de l'interdépendance, le besoin d'un leadership capable d'incarner la communauté de destin, la nécessité d'une vision commune, le rôle de l'identité collective, l'exaltation de l'être ensemble, l'accent mis sur la gestion intégrée.

Penser l'aide dans une approche éthico-normative, revient à l'évaluer sur ces effets macro-économiques et sa capacité à socialiser et à sociabiliser l'Homme. L'aide économique ontologiquement et politiquement doit promouvoir un devenir autre de l'humanité, c'est-à-dire celle qui lui permet de sortir de l'engrenage d'une déconfiture sociétale marquée par

l'incertitude, la méfiance et la peur à l'égard de tous les paradigmes normalisateurs et constitutifs du pacte sociétal.

L'origine des échecs de la croissance ou de la socialisation, réside dans le credo productiviste propre au capitalisme. L'efficacité de l'aide économique dans ce cas, s'identifie avec le quotidien ; le cours terme et le long terme dans une perspective de temporalité émancipatoire. Or le libéralisme, affirme Y. Cochet (2006, 98), « entretient la religion de la croissance en affirmant que plus de consommation et plus de marché finiront par résoudre les problèmes écologiques et sociaux que nous traversons : emploi, croissance et confiance au service [public] ». Toute aide dans un contexte de crise sociale généralisée ou mondialisée se trouve toujours débordée par les besoins pressants qui, rendent tout prioritaire et fragilise toute action gouvernementale. Il faudrait donc la (l'aide économique) juger objectivement par le biais d'une insertion dans les préoccupations qui attachent les individus aux données constitutives du monde. Pour A. G. Frank et S. Amin (1978, 136), « le sous-développement est lié non seulement à la composition organique du capital, mais à la composition organique du travail. C'est-à-dire, à la structure sectorielle de l'économie: secteurs avec un processus de production employant une main d'œuvre peu qualifiée et à bas salaire, par opposition avec des secteurs avec un processus de production employant une main d'œuvre hautement qualifiée à salaire élevé ». Ce qui met en relief l'adaptation de la formation-emploi et de la formation universitaire aux défis du développement de la société mondiale et particulièrement de l'Afrique. L'humanisme de l'économie du marché est complexifiée par des catégories éthico-normatives qu'on ne peut plus retrouver ni dans la démocratie ni dans les droits de l'homme. Ces principes universellement reconnus ne peuvent conserver leur sens de pacification et de développement face à la désaffection croissante des citoyens pour la chose publique.

L'idée de soutien économique n'enferme pas la sobriété et la solidarité qui devraient être des valeurs et des outils de cette politique sociale et de croissance. Au contraire elle produit une dépendance systémique qui tend à s'éterniser dans une sorte de logique infinitésimale, où des pays sont endettés sur plusieurs générations, donc assujetti à la loi du capital financier. La jeunesse mondiale demande à être d'abord écoutée et d'être considérée afin de réellement traduire dans les actions de développement leurs aspirations. Or la prise de conscience de cet asservissement volontaire ou non, constitue l'effectuation d'une mise en demeure de l'homme-libre ou de l'homme-émancipé. J. Attali (2009, p.48) pense que « gouvernement, banques, industries, salariés ont intérêt à cette économie de la dette ».

L'apparence d'une société libre est renforcée par ce que P. Fabra (1979, p.36) appelle « le règne de l'arbitraire [qui] ne projettent au contraire que des images de plus en plus dégradées du réel ». La vie économique se déploie dans le temps et partout dans le monde sous la forme d'une « hypertrophie [généralisée] des activités consacrées à la satisfaction des besoins individuels, insuffisance de l'équipement à destination collective, sous-développement économique persistant des trois quarts au moins de l'humanité », constate P. Fabra (1979, p.32). Au contraire, il s'agissait d'instaurer à partir de l'aide, une réduction de la pauvreté même si le faisant, cela consistait à renforcer le capitalisme financier.

Tout soutien économique dans la société libérale, renchérit P. Fabra (1979, 37), nous conduit à cette réalité: « rien n'est fixe ni consistant mais qu'il ne résulte pas de cette instabilité que la valeur des choses n'est qu'une apparence ». Aller au-delà de cette apparence, revient à s'engager dans une critique révolutionnaire que « poursuit le rêve de Marx acharné à prouver l'inexistence des bases rationnelles réelles de l'économie politique. Elle est, dans sa forme pure, comme dans le capital, une tentative grandiose et monstrueuse pour nier l'être, pour soumettre l'univers au bon vouloir de l'homme ». P. Fabra (1979, 37). La conséquence est une explosion de la dette globalisée. À cela, il faut adjoindre le manque de transparence du principe de notation qui, pourtant devrait se faire sur la base d'une objectivité et d'une rationalité constructives. Autrement dit, l'idée d'endettement peut se relativiser, voire être biaisée par la corruption du principe de notation universelle. Les notateurs financiers qui doivent être des institutions indépendantes et intègres par le travail, voire incorruptibles doivent visiter les entreprises pour dire aux épargnants et aux investisseurs ce qu'il faut penser de leur gouvernance, de leur solidité financière en termes de transparence dans la gestion.

Mais le constat est qu'ils sont motivés par des intérêts personnels qui biaisent l'objectivité de leurs rapports. Y. Cochet (2006, 98), exige de refonder le local, car « dominés par le jeu planétaire des grandes entreprises capitalistes, les processus économiques transnationaux détruisent les équilibres locaux et régionaux ». Cette corruption rend arbitraire l'évaluation de la croissance et de la qualité de vie dans les États du monde. L'instrumentalisation de la dette dérive de cette pratique des agences de notation dans le classement économique-social des États. L'anémie économique peut se faire à dessein par les IFI contre la volonté des peuples pour répondre à une logique d'accumulation du capital. Telle fût l'expérience des plans d'ajustement structurel (PAS) initiée dans les pays en pleine

récession économique ou monétaire. Mais la dissémination stratégique du mode de domination et de contrôle qu'il stigmatise par la microphysique à travers la prison, l'école, la police, etc., est analogue à la dette qui poursuit cette fonction de contrôle et de domination. L'ancrage d'une gouvernance éthique peut juste se réduire au vocable « aide » sans se déployer véritablement dans l'expérience quotidienne des peuples à qui elle est adressée. La problématique de la socialisation dans laquelle se trouve confrontée l'humanité et la pensée moderne, peut se comprendre dans le caractère d'une déchéance des valeurs opérationnelles du développement humain.

La réorientation de nos modes de production et de consommation s'accompagnera de nombreuses reconversions professionnelles et mentales. Face au manque d'emploi, les possibilités des plus fragiles seront garanties par un revenu d'existence élevé, universel, inconditionnel et individuel par une libéralisation à toutes formes d'insertion et d'accompagnement gouvernemental. L'insécurité sociale et environnementale grandissante semble réactiver l'idée du protectionnisme. L'alourdissement croissant d'une intellection confrontée aux exigences d'un eudémonisme, témoigne le fait que le développement restera une réalité sociétale ambiguë tant que l'idée de bien-être n'est pas encore bien élucidée. L'aide économique qu'appréhende P. Sloterdijk (2011, 114), incarne « l'idéaltype d'une dictature herméneutique modérée par la bureaucratie... ». Elle est à cet effet, un moyen dysangélique de promotion du bien-être, elle façonne la réalité politique des États en déstructurant les forces endogènes de la communauté politique avec lesquelles les citoyens peuvent parvenir à une vraie autonomisation. L'aide est pourtant en soi une valeur normative et normalisatrice. Ontologiquement elle transmue chez celui qui la reçoit, sa faiblesse en une force d'émancipation et de transformation qualitative.

1.2. Aide et refondation du local par l'établissement d'un revenu d'existence digne.

La fonction de croissance et de développement qui caractérise l'aide économique, sacrifie la valeur humaine qui est réifiée sous la forme de marchandise. Le double sens de l'aliénation se perçoit politiquement et socialement dans la culture de l'aide au développement. Ce qui importe vraiment, aux yeux de B. Groethuysen (1953, 85), « ce n'est pas que l'anthropologie [économique] admette certaines applications pratiques, mais le fait que l'homme cherche dans [l'économie] des solutions pour lui-même, qu'il s'attende à ce qu'elle lui offre des moyens qui l'aident à construire sa propre vie ». Aujourd'hui, la vie des peuples est pétrifiée par cette dette instituée par l'économie libérale.

La thérapie de l'aide économique contre la pauvreté, est analogue à une thérapie contre une pathologie en médecine, et obéirait à des conditions qu'on peut, ici caricaturer : si le diagnostic est mal posé, la thérapie appliquée ne sera pas efficace et curative. Si le diagnostic est bien posé et que la thérapie n'est pas efficace ou conséquente, le mal ne sera pas guéri totalement et risque de se gangréner. Seul, si le diagnostic bien posé s'accompagne de thérapie efficace et efficiente, la pathologie pourra se guérir. La volonté de guérir la pathologie sociétale fondamentale et commune en Afrique, c'est-à-dire la pauvreté est politiquement inexistante. Certes la politique du social est une intention certes manifeste dans le socialisme, mais il faut mieux saisir l'aide économique à partir de son influence déterminante sur tout le développement de l'Homme. La société humaine telle qu'elle se laisse concevoir, d'après sa constitution psycho-physique, est sujet d'une vie relevant de ses ressources naturelles, une communauté sociale dont les qualités générales, se retrouvent dans tous les événements qui l'atteignent et dont les caractères génériques déterminent le cours de son existence.

C'est pourquoi, pour parvenir à une socialisation de l'homme, l'aide économique devrait alors être, pense B. Groethuysen (1953, 85) « une chose que nous avons le pouvoir de régler, que nous devons modeler et ordonner ». Ce qui pourrait positiver l'idéal de bien-être qui se profile derrière elle. Selon l'analyse de B. Groethuysen (1953, 85), « le sujet [le peuple] de cette activité orientée sur la vie même ne peut donc être l'homme sans plus, mais bien l'homme devenu maître de lui-même, l'homme qui, au milieu des conditions d'existence qui lui sont faites, garde le pouvoir sur soi et sur la vie : en un mot la personnalité devenue consciente d'elle-même ». Ce positivisme vital nous permet d'opérer un dépassement de l'immédiateté économico-centrique de l'aide pour l'appréhender dans une relation éthique avec la vie du corps social.

L'aide économique doit revêtir l'aspect d'une valeur vitale. La fonction stratégique de l'aide dans l'exploitation consciemment voulue ou non, traduit aujourd'hui, le règne sans partage de l'argent. P. Sloterdijk (2011, 122) en déduit que « travail, communication, art et amour relèvent totalement, ici, des fins de parties jouées par l'argent ». La nature de cette société contemporaine essentiellement individualiste, laisse transparaitre un monde intolérable à l'égard des faibles. Face à ce monde, se déploient de nouveaux mouvements sociétaux où s'affirment des fonctions et des structures inédites et, où s'inventent des rapports nouveaux

entre les hommes et les nations. Ce qui exige pour y parvenir un équilibre systémique, c'est-à-dire une proportionnalité entre économie, démocratie et le social.

3. Programmer l'espérance: une coïncidence entre planification et aide économique

Programmer l'espérance ne relève pas d'une catégorie métaphysique ou d'un sentiment de foi sans une attache matérielle ou existentielle tangible. En effet, la planification sur laquelle l'espérance s'adosse est une étude prospective, une investigation, un diagnostic des besoins sociaux en vue d'un investissement objectif et rationnel qui garantisse un développement durable en termes de qualité de vie pour les populations. L'enjeu est donc de rendre pratique l'espérance de vie. La croissance était la solution aux maux de la société humaine. Aujourd'hui, elle est devenue le problème. On doit, dès lors, repenser la société humaine conformément à ses mutations en vue d'amorcer l'émergence d'une société nouvelle. La nouvelle crise structurelle mondiale du capitalisme représente de nos jours une énorme régression politique et intellectuelle des décideurs. Elle est certes catastrophique mais pas irréversible, car tous les problèmes humains peuvent avoir une solution humaine pour paraphraser Marx. C'est bien ce qui motive les normes de justice, de démocratie et de liberté qui doivent être recontextualisées pour plus d'efficacité dans la dynamique de l'économie mondialisée. C'est une résilience politique à l'instar d'une connaissance-transformation, capable de surmonter les chocs et les crises du marché mondial. La coïncidence entre la planification et l'aide économique, permet d'établir une cohérence des normes socialisatrices et de la stratégie économique adoptée. Ce qui exige une rationalisation des ressources matérielles et institutionnelles pour un investissement productif en vue d'impacter qualitativement le quotidien des peuples.

La flexibilisation à outrance des marchés du travail, la privatisation ainsi que l'ajustement structurel n'ont pu venir à bout des conjonctures successives qui ont finies par se sédimentées. L'ingénierie sociale permet d'opérer une légitimation démocratique, en organisant la communauté politique en vue de réinvestir rationnellement. Cette exigence de la démocratie citoyenne est au cœur des questions de gouvernance démocratique. En effet, le complexe social et le complexe économique, contiennent des catégories exogènes et endogènes instables. Cette gouvernance implique donc une dynamique d'intégration suivant des méthodologies de développement inclusif. L'exemple de la décentralisation marque la tendance actuelle de rapprocher les structures de développement plus proches des populations locales afin de réduire considérablement les disparités et les inégalités sociales. La franchise

sociale est liée à la normalisation de la condition humaine et s'inscrit dans un processus de rééquilibrage du développement et la dérégulation maximale de l'économie. Ce qui permet de garantir le libre jeu de la concurrence entre les différentes forces sociales en présence.

La difficulté principale à laquelle les pays africains doivent faire face, remarque P. Pradervant (1989, 107) est « plus sérieuse encore que celle de l'environnement, ne serait-elle pas constituée par le bouleversement complet de leurs bases culturelles et de leurs valeurs sous l'impact de l'occidentalisation ultra-rapide qui a envahi l'Afrique? ». Cette interrogation fondamentale qui ressort d'une uniformisation techno-économique du monde, ne peut se répondre que par l'affirmative car poursuit P. Pradervant (1989, 107), « la culture d'une population, d'un peuple, est finalement ce qui fait que toutes les pièces de la machine sociale fonctionnent harmonieusement ». Ainsi le couplage développement et culture est une certaine façon de se situer par rapport au temps, aux choses, à l'argent ; une certaine qualité des liens que les peuples ont entre eux et leur passé. Ce souci de rattraper les écarts infrastructurelles, éducationnels et économiques, peut être compris comme une politique stratégique importante dans la mutation de la société mondiale. Aujourd'hui, le postmodernisme économique, est celui de l'e-économie ou de l'économie informationnelle avec des monnaies virtuelles dont l'impact social reste à déterminer. La socialisation qui passe, selon S. Bellina (2008, 127) par « la décentralisation offre l'opportunité de compléter la démocratie représentative, apanage de l'État moderne, par la démocratie participative à laquelle adhèrent les communautés dans le cadre du système de régulation traditionnel ». L'autonomisation financière des collectivités locales où sévit la pauvreté, engage ainsi la reconfiguration structurelle permettant de corriger le déficit institutionnel, améliorer la qualité de vie, inculquer le civisme fiscal, rendre proportionnel les zones de production à leur niveau de développement et d'urbanisation.

La solidarité économique exige une mutualisation des ressources implique chez S. Bellina (2008, 320-321) « la mise en place d'intercommunalité entre collectivités urbaines et rurales contribue à cette nécessaire prise en compte de la dimension spatiale du développement local ». La jonction du rural et de l'urbain traduit la politique de solidarité économique citoyenne. Elle va au-delà d'une intercommunalité nationale pour s'établir comme une stratégie de développement global. Cette stratégie est une restructuration de la politique sociale, de la formation et des cadres juridiques qui favorisent toute action de progrès. Cette approche de réforme participe à l'équilibre social et du développement durable recherché. Aucun État ne peut se développer sans tenir compte en plus de sa réalité endogène

de la réalité exogène. Or c'est bien la difficile coïncidence entre les exigences nationales et les exigences internationales qui sape souvent la réussite de tous les projets de développement, en dépit de la volonté politique de certains gouvernants. Mais aujourd'hui, le système de communication demeure un moyen sûr de la promotion de la démocratie.

3.1. Communication et développement : faire la démocratie autrement

Le couple communication et développement s'inscrit dans le nouveau système informationnel. L'informatisation de la vie accentuée par le souci de rationalisation et de contrôle de la production et des hommes génère une dynamique du progrès social à travers les réseaux sociaux qu'offrent l'Internet et la communication institutionnelle classique (les médias d'État). La miniaturisation de la société mondiale en village planétaire, fonctionne avec la rencontre des individus. Ceux-ci découvrent la proximité des uns par rapport aux autres par l'identité de leurs problèmes sociaux, culturels, politiques, éthiques, académiques et économiques. La valeur de la démocratie est subordonnée à sa nécessité, c'est-à-dire la pratique, affirme C.-A. Colliard (1982, 178) de « [la démocratie] doit avoir pour objet d'éviter une menace réelle ou au moins très probable de désordre ». La règle de la nécessité démocratique signifie aussi que les mécanismes de gestion et de régulation de la vie publique doivent être indispensables à l'autonomisation des citoyens, seuls gages au maintien de l'ordre.

L'institution d'une communication démocratiser, renvoie, chez J.- G. Bidima (1997, 178) à « la question de ce qui garantirait le vivre-ensemble [...]. [La communication] permettrait à la société de se refléter tant son ordre que son désordre. Surtout, elle inciterait les personnes impliquées à reposer le problème du lien social. On ne peut édifier un État démocratique, promouvoir un sujet de droit et concevoir un projet de société [sans] l'édification d'un espace public où il sera possible de discuter ». Cette identité communicationnelle et universelle de la démocratie s'oppose à l'appartenance à une nation, un continent ou une race et transcende les variantes de la démocratie pour constituer le paradigme de développement de la société mondiale en constitution. C'est une nouvelle forme de démocratisation de l'espace public via le Net va créer une proximité des individus par la communication en réseau. Elle contribue souvent efficacement à résoudre pacifiquement certains problèmes sociaux qu'une grève et un soulèvement populaire régleraient par des échanges d'idées novatrices et d'expériences. Pour P. Sloterdijk (2011, 350), « être saisi à n'importe quelle longue distance par [la communication] de son objectif est un élément typique de la structure de la vie en exercice » dans l'économie mondialisée. Cette contribution

à la chaîne de solidarité des réseaux sociaux dans le monde, influence considérablement aujourd'hui certaines décisions politiques. La différence est vécue sur le mode de l'altérité et la subsomption des peuples sous l'espèce humaine, ont brisé certaines barrières politiques. L'homme sent la pertinence de son action dans un univers numérique qui lui donne sans médiation ou interférence quelconque, d'entrer dans l'univers de l'autre, de le comprendre, de partager sa réalité et d'apporter sa contribution si nécessaire à la consolidation d'une communauté sociale. Par contre l'orientation axiologique de la communication que donne Habermas se découvre dans la manche argumentative et discursive de la discussion.

La communication ici n'est pas prise dans le sens d'une machination du langage, mais d'une rationalité et d'une moralité du langage porteuse de consensus entre les sujets. Avec J. Habermas (1986, 103) « la fondation en raison que l'on exige du principe moral pourrait dès lors prendre une forme telle que toute argumentation, quel que soit le contexte dans lequel elle est produite, repose sur des présuppositions pragmatiques ayant un contenu propositionnel duquel on peut déduire le principe d'universalisation U ». L'exigence d'universalité préfigure la communication intersubjective et fait d'elle une catégorie axiologique susceptible de normaliser et de structurer les fondements démocratiques de l'espace public. Elle peut en ce moment telle que conçue par Habermas être réinvestie dans les rapports politiques et économique en vue de rendre la démocratie radicale objective.

La stratégie de ce type de communication consiste à pacifier le champ conflictuel de la société capitaliste empêtrée dans des inégalités sociales. J. Habermas (1986, 107) soutient que par « ce moyen, on peut tout au plus amener le sceptique à convenir qu'il doit avoir reconnu, en tant qu'il participe à une argumentation, un principe de l'ordre de la liberté d'opinion ». Le principe de liberté qui sous-entend toute communication est la marque de la reconnaissance de la citoyenneté. Ainsi la valeur de cette norme d'action en tant que droit fondamental de tout individu, doit être politiquement garantie en vue d'une réelle inclusion sociale. La communication est une des règles qui, dit J. Habermas (1986, 107), sont « incontournables dans l'espace même de discussion [...] pour la régulation de l'activité, en dehors donc du cadre argumentatif ». Aujourd'hui tout s'articule autour des stratégies communicationnelles pour revêtir plus de légitimité auprès des masses populaires.

Le désir de liberté transcende le cadre institutionnel et se traduit par une communication à l'échelle mondiale. La politique prend l'allure de cette ouverture au monde de l'individu. N. Tenzer (1994, 37) affirme que « la contingence nécessité du mal n'est que le résultat d'un

processus d'autonomisation et de substantification de la chose politique ». La liberté n'est plus réductible à l'universalité vague dans laquelle on assiste à une abstraction de la citoyenneté, mais devient une action d'autoémancipation. La société disciplinaire et de contrôle, réactive en l'homme l'instinct de vie qui, se démarque de l'individualisme et de la victoire de l'égoïsme sur le civisme. Ce qui permet aux individus d'entrer dans une nouvelle solidarité moins contraignante, car ils s'aperçoivent désormais qu'au-delà de leurs différences géographiques, sociales et culturelles, ils partagent la même humanité.

L'éducation au civisme signifie pour la communication la préparation des citoyens à un examen critique de leurs réalités politiques et sociales de même que la possibilité offerte d'apporter leur contribution à l'édification de la société mondiale. Toute la légitimité du système communicationnel est, affirment P. Dardot et C. Laval, (2012, 264) « une mise en œuvre de l'action conditionnée qui transforme les conditions et les acteurs de la [société] ». Ce rôle de la communication à l'intérieur du corps social, est l'expression d'un processus historique qui veut instituer un meilleur devenir de l'humanité en interpellant la responsabilité individuelle et collective de chaque citoyen. Les contenus et les frontières entre la vie publique et la vie privée deviennent flous, la conception républicaine de la représentation politique et sociale perd son sens. Une nouvelle articulation entre politique et société se fait jour. C'est une nouvelle ère de la politique, une nouvelle modalité du développement social. Cette situation se comprend d'abord, avec l'émergence d'une démocratie plus sociale que politique qui accompagne le sujet de droit. En outre elle se renforce par la responsabilité de soi qui suit la montée des exigences d'action. Elle traduit la liberté de militer en faveur du bien-être comme action émancipatrice.

Désormais le développement social est perçu comme un processus d'auto-institution de l'ordre et de la justice. C'est une politique active et spontanée de protection sociale à travers le volontariat, la libre communication entre les individus à travers le Net. Ce rôle décisif de la communication dans l'effectivité de la démocratie, s'inscrit dans le cadre d'une logique civique qui prend en charge le bien-être de soi et d'autrui, c'est-à-dire de la société humaine. Cette démocratisation de l'espace public engage la dynamique d'un processus d'émancipation collective qui fait reculer le poids de la contrainte des gouvernants et des décideurs du monde, au profit de la liberté de choix des citoyens en ouvrant ainsi les possibilités de mener une vie décente. L'absence d'une volonté politique laisserait, dit M. Abensour (2004, 166), « planer au-dessus de la démocratie une inépuisable réserve de troubles ». La société moderne comme

société d'enfermement systémique, constitutionnellement établie, est une société de l'individualisation et de la différenciation individuelle. Sa particularité est qu'elle n'exclut pas, elle ne réprime pas mais elle produit des individus justement où la production est elle-même redoublée et perpétuellement intensifiée. Ici le pouvoir comme forme de l'expérience commune, comme modalité du rapport à soi et aux autres, est caractéristique d'une conjoncture historique. Il impacte le psychisme humain devenu réceptif aux dispositifs disciplinaires.

Désormais l'institution du social consiste à se construire une histoire ouverte sur l'avenir, en apprenant à communiquer avec les autres citoyens du monde, les enfants, les hommes, les femmes. Bref, communiquer avec autrui dans toutes les situations de la vie, devient une action de portée sociale, culturelle et politique. Cette intersubjectivité de la société humaine, indépendamment de la position hiérarchique des individus, est créatrice de valeurs et de progrès. La communication devient une stratégie d'intégration sociale et de liberté civique.

3.2. Logique stratégique de la communication et intégration sociale

La communication est marquée par son inscription socio-historique dans le progrès de l'humanité. Elle résiste donc plus ou moins bien à l'usure du temps et aux changements qui s'opèrent dans les sociétés. Aujourd'hui, dit D. Bounoux (1993, 616-617), « la communication a connu une irrésistible ascension au point d'être reconnue comme un enjeu social majeur et de donner lieu désormais à des politiques et à des stratégies assez bien identifiées, la fonction même de la communication dans la société reste tout à fait imprécise, aussi bien du côté des responsables politiques, que des décideurs économiques ». Elle peut nous permettre la compréhension des mutations sociétales que la communication entretient avec les changements de la société.

Le paradoxe, en effet est que l'avancée de la communication dans les champs sociaux les plus divers, n'ait pas encore abouti à accentuer les différences et à mettre en évidence les façons contradictoires de l'employer. L'accent est mis désormais sur la prégnance des technologies de l'esprit fondées sur les notions de réseau, de paradoxe, de simulation et d'interactivité. C'est dans ce sens qu'elle s'inscrit dans la dynamique révolutionnaire des rapports de production de la société capitaliste. Le plus souvent, la communication est unifiée, lisse ou a-conflituelle. Elle relèverait de l'ordre du discours et qu'elle serait seulement une

idéologie marquée par la modernité politique. Cette conception est celle de la société post-industrielle. Or on ne peut guère envisager la communication autrement que comme un simulacre, aux yeux de D. Bounoux (1993, 617), car « lorsqu'on parle de communication, c'est que ça ne communique plus. Là où l'échange entre les hommes n'est plus spontanément réglé par un consensus informel, il faut produire un dispositif formel, un artefact collectif qui assure la circulation du sens. Tout communique et rien ne se touche ». Dans un monde où l'homme de façon séculaire, cherche un espace politique consensuel, la question de la communication pose en même temps la problématique de la citoyenneté bien élaborée par la théorie habermassienne à travers « l'éthique de la communication ». Elle traduirait certes le désir d'une autonomie plus prononcée des consciences, mais à suivre de près, cette dissolution de l'individualité dans cet universel politique, ressemble fortement à un impératif sociétal consubstantiel à la démocratie.

L'individu qui se démocratiserait avec une communication plus ouverte au monde à l'instar de l'ontologie Heideggérienne est un être-dans-le-monde ou *mit-der-welt-sein*. Celui-ci s'est aujourd'hui métamorphosé en un être mondialisé, en interaction avec les autres êtres dans le monde. Cette réalité politique nous révèle le mouvement d'autopositionnement engendré par une communication en réseau. Ce serait donc une reconnaissance politique de considérer la communication comme la stratégie pouvant fortifier les fondements d'une démocratie républicaine en pleine crise. Mais selon D. Bounoux (1993, 619), « la communication ne se réduit pas à la mobilisation à large échelle de technologies informationnelles et communicationnelles. Elle consiste tout autant dans le recours croissant plus ou moins consciemment maîtrisé par les forces dirigeantes dans l'entreprise, dans les appareils culturels, et même dans les différentes catégories d'associations, etc., à des techniques d'organisation, de management, de circulation de l'information, de mise en relation et d'activation du fonctionnement des groupes ». C'est l'introduction de la bureaucratie dans une organisation administrative qui entraîne une réorganisation du travail et des relations hiérarchiques. Par le biais des technologies électroniques, la communication est une des pièces stratégiques et maîtresses de reconversion des grands pays industrialisés.

Elle favorise le redéploiement des pouvoirs et des contre-pouvoirs dans l'espace domestique. Selon la conception de D. Bounoux (1993, 619), « la communication occupe désormais une place centrale dans les stratégies qui ont pour objet la restructuration de nos sociétés ». Il y a la nécessité d'une articulation entre technologie et techniques de gestion du

social. Ce qui permettrait d'analyser des modalités et des adaptations multiples de la communication dans les différents champs sociaux et professionnels. L'État social ne peut être une réalité politique sans une communication de masse centrée sur la vérité sociale. Le risque de manipulation de l'information et des faits est souvent source d'instabilité sociale. Elle est, de ce fait, un moyen à la fois d'unité sociale ou de division sociale. Toute démocratie moderne est encline à une orientation de la communication, souvent selon des perspectives différentes de celle d'une bonne gouvernance sociétale. Cependant D. Bornstein (2005, 233) fait remarquer qu'« il ne s'agit pas pour autant de nier le rôle vital que peuvent jouer les gouvernants et les [décideurs] dans l'innovation sociale ». Mais il faudrait plutôt comprendre que sans un système de communication performant, aucun développement ne peut être possible. Cette dynamique communicationnelle devenue transnationale, pose la question de l'identité de l'individu et de son insertion sociale. La communication est coévolutive de la mondialisation. L'effacement virtuel des frontières qui résulte de l'expansion illimitée du capital, a vu la communication devenir un moyen de conditionnement des consciences collectives. La rapidité des informations qu'elles soient vraies ou fausses représente la forteresse du lien social. C'est dans cette mutation que la démocratie chercherait une légitimité.

Conclusion

L'interaction entre communication et démocratie doit permettre de dégager des règles de fonctionnement de nos sociétés modernes, ayant une suffisante stabilité temporelle ou non, et qui aident à comprendre les évolutions conjoncturelles, les mouvements apparaissant comme erratiques et stratégiques des acteurs sociaux concernés. La valeur de la communication est de reconnaître que ces logiques sociétales qui traversent les communications de part en part ne s'orientent pas dans des directions identiques. Ces logiques sociales ne fonctionnent pas de façon déterminée ou mécanique. Mais elles représentent le point d'ancrage des stratégies d'acteurs, se développant parfois dans des sens opposés. La démocratie ne peut être réhabilitée que si la société aide à terme, à dépasser certaines des oppositions entre structures et interactions sociales. La logique de transmission de la démocratie est consubstantielle à la recherche de rapports de production et de travail transparents entre toutes les catégories sociales.

Références Bibliographiques

- ABENSOUR Miguel, 2004, *La démocratie contre l'État*, Paris, Édition du Félin.
- ATTALI Jacques, 2009, *La crise et après ?*, Paris, Fayard.
- BIDIMA Jean-Godefroy, 1997, *La palabre*, Paris, L'Harmattan
- BELLINA Séverine et al, 2008, *La gouvernance démocratique. Un nouveau paradigme pour le développement ?*, Paris, Karthala.
- BORNSTEIN David, 2005, *Comment changer le monde. Les entrepreneurs sociaux et le pouvoir des idées nouvelles*, Paris, Nouveaux horizons.
- BOUGNOUX Daniel, 1993, *Sciences de l'information et de la communication*, Paris, Larousse.
- CALAME Pierre et TALMANT André, 1999, *L'État au cœur. Le meccano de la gouvernance*, Paris, Desclée de Brouwer.
- COCHET Yves, 2006, « Transitions politiques vers la décroissance », *Entropia*, n°1, p.98.
- COLLIARD Claude-Albert, 1982, *Libertés publiques*, Paris, Dalloz
- COMTE-SPONVILLE André, *Le capitalisme est-il moral ?*, Paris, Albin Michel.
- DARDOT Pierre et LAVAL Christian, 2012, *Marx, prénom : Karl*, Paris, Gallimard.
- FABRA Paul, *L'anticapitalisme. Essai de réhabilitation de l'économie politique*, Paris, Flammarion.
- FRANK André Gunder et AMIN Samir, 1978, *L'accumulation dépendante*, traduit de l'allemand par Eddy Teves, Paris, Anthropos,
- GROETHUYSEN Bernard, 1953, *Anthropologie philosophique*, Paris, Gallimard.
- HABERMAS Jürgen, 1986, *Morale et communication*, traduit de l'allemand par Christian Bouchindhomme, Paris, Cerf.
- KAUFFMANN Mayeul, 2006, *Gouvernance économique mondiale et conflits armés*, Paris, L'Harmattan.
- MONTBRIAL Thierry JACQUET Pierre, 2001, *Ramses. Les grandes tendances du monde*, Paris, DUNOD.
- PRADERVANT Pierre, 1989, *Une Afrique en marche*, Paris, Plon.
- POMIAN Krzysztof, 1990, *L'Europe et ses nations*, Paris, Gallimard.

SLOTERDIJK Peter, 2011, *Tu dois changer ta vie*, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni,
Paris, Libella Maren Sell.

TENZER Nicolas, 1994, *Philosophie politique*, Paris, Puf.